

LACROIX SA
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 12 500 000 euros
Siège Social : 8 impasse du Bourrelier - 44800 Saint Herblain
855 802 815 RCS Nantes

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DU 16 MARS 2006

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réuni en Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions légales et statutaires, afin de vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2005, et décider de l'affectation à donner aux résultats.

Nous vous précisons que les états financiers qui vous sont présentés ont fait l'objet d'un changement de méthode comptable par rapport à l'exercice précédent. Cette modification, qui concerne les comptes sociaux, a pour objet de constater, conformément à l'article 223 du CGI, une provision au titre de l'obligation de restituer l'économie d'impôt générée par les filiales déficitaires du Groupe d'intégration fiscale. Il s'agit d'un changement de méthode comptable qui a été traité selon la recommandation de l'article 314-1 du règlement 99-03.

A. GROUPE LACROIX

1. Résultats consolidés

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos le 30 septembre 2005 s'élève à 184.1 M€, soit une progression de 11.5% par rapport à l'exercice précédent.

Cette évolution est principalement imputable à la branche Electronique qui voit son chiffre d'affaires croître de plus de 30%, les autres branches du Groupe (Signalisation et Télégestion) atteignant un niveau de recettes équivalent à celui atteint en 2004.

Le résultat d'exploitation, d'un montant de 9.9 M€, est en baisse de 19%. Il s'élevait à 12.2 M€ au 30 septembre 2004. Cette baisse est due au résultat de l'Electronique (-1 M€) en repli de 3.5 M€ d'un exercice à l'autre.

Le résultat financier, négatif de 1 319 K€, intègre 230 K€ de charges liées à un plan de stock-options.

Le résultat courant avant impôts s'élève à 8.5 M€, contre 11 M€ affichés l'exercice précédent.

Le Groupe a poursuivi sur cet exercice la restructuration des activités Electronique et Signalisation (filiale SIGNALEST). Les coûts générés par ces mesures sont comptabilisés en résultat exceptionnel, ce qui a généré un résultat négatif de 1.8 M€.

Après déduction de 2.4 M€ de charges d'impôts, de 0.2 M€ d'amortissement d'écart d'acquisition, le résultat net consolidé ressort à 4.2 M€ dont 3.7 M€ pour la part du Groupe. Il s'élevait à 6.8 M€ (part du groupe) au 30 septembre 2004.

2. Activité

Les trois branches du Groupe (Signalisation, Télégestion, Electronique) ont évolué de la manière suivante :

a) la branche Signalisation

Activité historique du Groupe, elle représente aujourd'hui 47% du chiffre d'affaires consolidé. Son métier est de concevoir, fabriquer et commercialiser des produits de signalisation routière verticale statique (panneaux de police, directionnel, temporaire), ou dynamique (panneaux à messages variables, feux de carrefour).

Elle réalise 90% de son activité en France où elle occupe une position de co-leader dans un marché structurellement stable.

Disposant d'une forte présence commerciale sur le territoire national, et d'une logistique performante lui permettant de gérer plus de 40 000 références avec réactivité et compétitivité, elle entend désormais accélérer son développement selon trois axes bien définis :

- Nouveaux produits :
Dotée d'un service Marketing et d'une activité de Recherche & Développement à l'écoute des besoins du marché, elle propose des produits avec des solutions industrielles innovantes, lui permettant ainsi de réaliser 20% de son chiffre d'affaires avec des produits qui ont moins de 5 ans.
- Les services :
Ils permettent d'élargir l'offre dans deux directions : celle des entreprises de travaux publics, à qui elle propose la gestion globale de leur signalisation de chantier, et celle des collectivités, où elle assure l'état des lieux, la mise en conformité et la maintenance de leur signalisation.

Ces prestations sont réalisées sous la marque KANGOUROU SIGNALISATION avec une offre et un système de gestion désormais formatés. Ces services représentent désormais 7.5% du chiffre d'affaires de la branche.
- L'international : disposant d'un savoir-faire reconnu sur des produits à valeur ajoutée et d'une expérience réussie en Espagne (10% du chiffre d'affaires), LACROIX SIGNALISATION entend désormais étendre son activité à l'international dans des pays aux marchés porteurs (pays de l'Est, Maghreb), et capitaliser son savoir-faire dans des niches telles que la signalisation urbaine et touristique.

Dans ce contexte et dans la logique de ce qui précède, les faits marquants de l'exercice ont été les suivants :

- le lancement réussi de nouveaux produits (gamme de fleurissement, bornes rétractables) et la croissance confirmée de ceux lancés les exercices précédents ;
- la progression des services, qui atteint 24% d'un exercice à l'autre ;
- la centralisation des opérations industrielles sur le site de Saint-Herblain, permise grâce au nouveau système d'information (E.R.P) installé il y a trois ans. Cette opération a cependant nécessité la mise en place d'un plan social portant sur 24 suppressions de postes dans notre filiale SIGNALEST ;

- le redressement attendu de l'Espagne, consécutif à une reprise du marché et à son positionnement dans les niches décrites plus haut ;

L'ensemble de ces éléments a permis à cette branche, avec un chiffre d'affaires équivalent, d'améliorer son résultat opérationnel de plus de 18%.

Ce résultat a cependant été pénalisé par les charges exceptionnelles liées aux coûts de restructuration de SIGNALEST ainsi qu'à la prise en compte d'un risque sur un brevet dans la signalisation dynamique.

Les perspectives de cette activité restent bien orientées grâce au lancement de nouveaux produits, à la poursuite de la croissance dans les services, et à l'international, où une croissance externe n'est pas à exclure.

Les chiffres caractéristiques des principales filiales de cette branche sont les suivants :

Chiffres exprimés en milliers d'euros :

	LACROIX SIGNALISATION	SIGNALEST	SAAM	SDS	NORTE INDUSTRIAL	LACROIX TRAFIC
Capital social	13 750	2 000	452	2 000	1 000	1 757
Capitaux propres	29 132	804	1 804	2 985	2 123	4 185
% intérêts détenus	99,85%	99,84%	97,97%	49,78%	99,85%	99,85%
Chiffre d'affaires	43 902	8 354	4 515	8 211	7 274	15 162
Résultat courant	7 052	(408)	336	78	515	1 440
Résultat net	3 345	(1 390)	221	238	87	431
Investissements nets	(755)	(1 015)	67	(83)	577	(18)

b) la branche Télégestion

Concevoir et commercialiser des produits qui contrôlent, gèrent et automatisent à distance des systèmes de gestion d'eau et d'air pour l'industrie est le métier de la branche Télégestion.

Représentant 8% du chiffre d'affaires consolidé, cette branche est importante par sa contribution au résultat du Groupe, ainsi que par l'activité qu'elle procure à l'Electronique, à qui elle a confié la fabrication de ses produits.

De part son métier, cette activité est fortement consommatrice de Recherche & Développement dont les charges représentent 15% de son chiffre d'affaires, ainsi que de moyens commerciaux (les communes, les installateurs ou les équipementiers étant à parts égales les donneurs d'ordre de cette branche).

Leader en France avec plus de 60% de part de marché, la croissance de cette activité doit être assurée grâce au développement de ses ventes à l'exportation. Cette évolution est facilitée par la compatibilité désormais acquise de nos produits avec l'ensemble des protocoles de transmission de données existant dans le monde.

Après l'Espagne, qui confirme ses perspectives avec plus de 25% de hausse de chiffre d'affaires, d'autres pays cibles ont été identifiés sur lesquels ses moyens vont se concentrer.

Aussi, dans cette logique, l'exercice a été marqué par :

- la consolidation en France de sa position et de ses résultats.
- la bonne performance de sa filiale espagnole tant en terme de chiffre d'affaires qu'en résultat qui progresse de 63%.
- l'acquisition d'un installateur en Italie. Cette opération est devenue nécessaire compte tenu de l'obtention de marchés importants qui s'ajoutent au volant d'affaires déjà réalisé. En effet, il était devenu nécessaire que cette branche dispose de sa propre structure afin de mieux maîtriser son développement accéléré par l'obtention de marché important.

Malgré le coût lié à cet investissement, le résultat opérationnel de l'activité est équivalent à celui de l'exercice précédent.

Tiré notamment par l'export, le chiffre d'affaires de l'activité devrait continuer à croître avec un résultat opérationnel au minimum comparable à celui de cet exercice.

Les chiffres caractéristiques de cette branche sont les suivants :

Chiffres exprimés en milliers d'euros

	LACROIX SOFREL	LACROIX SOFREL ESPANA
Capital social	5 500	100
Capitaux propres	8 070	195
% intérêts détenus	99.95%	99.95%
Chiffre d'affaires	14 618	1 271
Résultat courant	2 414	68
Résultat net	1 097	70
Investissements nets	43	(1)

c) la branche Electronique

Représentant 45% du chiffre d'affaires consolidé, le métier de cette branche est de concevoir et fabriquer des ensembles électroniques pour deux types de clientèle :

- des grands donneurs d'ordre électroniciens (Valéo, Thomson, Boch...) qui sous-traitent tout ou partie de leur fabrication, afin de se concentrer sur leur cœur de métier (R & D, Marketing).
- des industriels non électroniciens ayant besoin d'électronique dans leurs produits. Ils confient, à LACROIX ELECTRONIQUE, à partir d'un cahier des charges fonctionnels, la conception et la fabrication d'ensembles électroniques s'intégrant dans leurs produits.

Présent dans des secteurs tels que l'automobile, l'aéronautique, la défense, les multimédias, l'offre de cette branche s'est recentrée sur les petites et moyennes séries à valeur ajoutée.

Dans ce créneau porteur (la part de l'électronique augmentant dans un nombre croissant de produits), cette branche a élargie et augmentée l'expertise des services offerts, tant en terme de bureau d'études qu'en industrialisation, prototypage, achat ou logistique.

Disposant d'une force commerciale étoffée s'appuyant sur un service marketing visant la conquête de nouveaux clients, notamment dans le secteur industriel, cette branche a connu au cours de l'exercice une forte croissance (plus de 30% de chiffre d'affaires) dans un contexte où les éléments suivants doivent être pris en compte :

- la mise en œuvre plus longue que prévue d'une mutation industrielle orientée vers des séries plus courtes, avec une réactivité maximum, dans des produits plus complexes. Cette mutation a nécessité une refonte totale des process avec un management renouvelé, ce qui, dans un premier temps, a pénalisé les résultats.
- paradoxalement, cette mutation a été complexifiée par la croissance de son activité (davantage d'opérations industrielles) ; cette évolution venant confirmer la pertinence de son repositionnement.
- l'implantation en fin d'exercice d'une nouvelle unité en Tunisie pour faire face à notre croissance et élargir notre offre pour le marché européen.

L'ensemble de ces paramètres a pénalisé son résultat opérationnel, déficitaire de 1 M€, à comparer au résultat bénéficiaire de 2.5 M€ obtenu l'exercice précédent.

Il convient de préciser que l'introduction de nouveaux produits ainsi que l'implantation en Tunisie a impacté de façon négative le résultat de plus de 800 K€.

Aussi, pour l'année 2006, compte tenu :

- de la croissance qui devrait se poursuivre, alimentée par la conquête de nouveaux clients et marchés, notamment en Allemagne où a été créée une structure de prospection commerciale,
- d'une mutation industrielle achevée avec des équipes renouvelées et professionnalisées,
- de la non récurrence de charges supportées au cours de l'exercice 2005,

l'exercice en cours devrait être marqué par une contribution positive au résultat du Groupe.

Parallèlement à cela, au cours de l'exercice, sera entrepris :

- la construction de l'usine tunisienne actuellement située en location dans un bâtiment, pour être totalement opérationnelle en janvier 2007,
- l'ouverture d'un bureau à Shanghai afin d'optimiser nos achats de composants en Chine,
- la mise en place progressive d'un E.R.P., système d'information optimisant nos flux, notre réactivité, et notre compétitivité.

Ces trois éléments renforceront le socle du développement important que devrait connaître cette activité dans les années futures.

Les chiffres caractéristiques des trois filiales exploitant cette branche sont les suivants :

Chiffres exprimés en milliers d'euros

	LACROIX ELECTRONIQUE	LACROIX ELECTRONICS (Pologne)	LACROIX ELECTRONIQUE TUNISIE
Capital social	4 200	2 935	139
Capitaux propres	4 836	4 778	(223)
% intérêts détenus	99.99%	99.99%	99.99%
Chiffre d'affaires	88 883	27 684	115
Résultat courant	(1 578)	(210)	(358)
Résultat net	(942)	(190)	(358)
Investissements nets	93	3 702	1 702

3. Activité Recherche & Développement

Les branches Signalisation et Télégestion sont les plus concernées par les activités de Recherche & Développement dont le coût annuel comptabilisé en charges d'exploitation s'élève à environ 3 M€.

4. Situation financière

L'augmentation de capital d'un montant de 16.6 M€ réalisée en juin par appel au marché boursier, la capacité d'autofinancement générée par l'exploitation, ainsi que des investissements contenus, ont permis au Groupe de renforcer significativement sa structure financière, le ratio « dette nette sur fonds propres » s'affichant à 0.28 contre 0.62 l'exercice précédent.

Cette évolution a cependant été freinée par l'augmentation des besoins en fonds de roulement de l'Electronique : la hausse du nombre de références ainsi que le besoin croissant de réactivité de nos productions engendrant mécaniquement un volume proportionnellement plus important de nos stocks. Cependant, l'installation du nouveau système d'information devrait nous permettre d'inverser cette tendance.

Fort de ces éléments, le Groupe dispose désormais des moyens pour financer son plan de développement dans les années futures, tout en respectant des ratios prudentiels d'équilibre financiers.

5. Perspectives

Bien positionné dans chacun de ses trois métiers, et disposant des capacités humaines et financières renforcées, le Groupe entend désormais accélérer sa croissance dans chacun de ses métiers,

- pour la Signalisation, dans les nouveaux produits, les services et l'international ;
- pour la Télégestion, dans des marchés cibles à l'export, comme l'illustre la récente acquisition en Italie ;

- pour l'Electronique, dans les secteurs industriels en Europe avec une offre de prix et de services élargis grâce notamment à de nouvelles implantations industrielles.

L'exercice en cours confirmera la réalité de ces objectifs, avec une hausse du chiffre d'affaires et du résultat.

B. LACROIX SA

Société mère du Groupe, elle assure, dans le cadre de la gestion de ses actifs, les fonctions centrales communes aux trois branches : direction générale, finances, développement, contrôle interne et communication.

Les revenus, indépendamment des dividendes, proviennent des redevances perçues de ses filiales en contrepartie des services décrits ci-dessus.

Le chiffre d'affaires est en hausse de 20%, conséquence logique de l'évolution du chiffre d'affaires consolidé sur lequel sont basées les redevances.

Le résultat d'exploitation est négatif de 148 K€.

Cependant, les dividendes perçus d'un montant de 1 665 K€ permettent d'afficher une nouvelle fois un résultat largement positif, encore amélioré après la prise en compte de 896 K€ de produits d'impôts liés à sa position de société mère d'un groupe fiscal.

Aussi, le bénéfice net ressort à 1 952 K€.

Sa structure financière s'est trouvée renforcée par ce résultat et aussi par l'augmentation de capital réalisée en juin. Elle a permis de lever sur le marché boursier 16.6 M€ par la création de 251 104 actions nouvelles d'un montant unitaire de 66 €, prime d'émission comprise.

Cette opération permet donc à la société d'accompagner le développement de ses filiales, et donc d'augmenter sa capacité à dégager du résultat.

C. AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat net de l'exercice de LACROIX SA s'établit à 1 952 260 €.

Le Directoire propose à l'Assemblée Générale l'affectation de résultat suivante :

Le bénéfice de l'exercice	1 952 260 €
Affectation à la réserve légale, afin de la doter en totalité, d'une somme de	250 000 €
Le solde	1 702 260 €
Augmenté du report à nouveau antérieur	459 527 €
Pour former un montant distribuable de	2 161 787 €

Affecté de la manière suivante :

A titre de dividendes aux actionnaires la somme de	1 255 520 €
Soit 1 € par action	

Le solde au poste « report à nouveau » ainsi porté à la somme de 906 267 € étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

Il en résulte que le montant des capitaux propres, après affectation du résultat, s'élèverait à la somme de 45 578 410 €.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 5 avril 2006.

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que l'intégralité des dividendes perçus par les personnes physiques est éligible à l'abattement de 40% prévu à l'article 158-3 2° du Code Général des Impôts.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net par action	Dividende global*
2001/2002	1 004 416	0.70 €	703 091.20 €
2002/2003	1 004 416	1 €	1 004 416.00 €
2003/2004	1 004 416	1.80 €	1 807 948.80 €

*montant incluant les actions auto-détenues.

Le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts s'élève à 24 929 euros. Ce montant correspond à la part non déductible des loyers sur les véhicules de tourisme utilisés par la société. L'impôt supporté par la société à ce titre s'élève à 8 434 euros.

D. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL - REPARTITION DU CAPITAL ET PRISES DE PARTICIPATION

Modification du capital social

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2005, le capital de la société a été augmenté en numéraire d'une somme de 2 500 000 euros, assorti d'une prime d'émission de 14 072 864 euros, résultant de la souscription de 251 104 actions nouvelles (au prix de 66 euros dont 9.96 euros de nominal et 56.04 euros de prime d'émission).

Le capital social est fixé à 12 500 000 euros divisé en 1 255 520 actions.

Répartition du capital social et des droits de vote

actionnaires	actions au 30/09/2005	% actions	droits de vote au 30/09/2005	% DDV
Jean-Paul BEDOUIN	336 302	26.78%	658 604	31.85%
VINILA INVESTISSEMENTS	529 306	42.16%	1 040 698	50.32%
Autres actionnaires nominatifs	63 180	5.03%	63 349	3.06%
Public	305 418	24.33%	305 418	14.77%
Auto détention (dont contrat de liquidité)	21 314	1.70%	-	-
TOTAL	1 255 520	100%	2 068 069	100%

Prise de participation

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2005, LACROIX SA n'a réalisé aucune prise de participation significative.

E. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement majeur postérieur à la clôture n'est à signaler tant pour la société que pour ses filiales.

F. NORMES IFRS

Notre Groupe devra présenter des comptes consolidés, conformément aux normes comptables IFRS, à compter de l'exercice clos au 30 septembre 2006 avec un comparatif au titre de l'exercice 2004/2005.

Conformément aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers et en l'absence de données auditées, nous vous indiquons ci-après de manière qualitative les principales normes impactant les comptes consolidés du Groupe :

- IAS 16 et 36 : traitement des actifs immobilisés et goodwill
- IAS 2 et 19 : avantages au personnel autres que les engagements de retraite déjà comptabilisés
- IAS 39 : instruments financiers

Une information chiffrée sur les incidences du nouveau référentiel sera communiquée lorsqu'elle sera suffisamment complète, fiabilisée et validée par nos commissaires aux comptes.

G. INFORMATIONS SOCIALES

Effectifs inscrits au 30 septembre 2005 par collèges

Cadres	248
Techniciens	303
Employés	152
Ouvriers	1 088
Total (équivalent temps plein)	1 791

Effectifs inscrits au 30 septembre 2005 par branches

Signalisation	553
Télégestion	104
Electronique	1 134
Total (équivalent temps plein)	1 791

Ventilation de l'effectif

L'effectif consolidé France de 1 176 personnes, en progression de 7% , se répartit en 89,9% de contrats à durée indéterminée temps plein, 5,7% de contrats à durée déterminée et 4,4% de contrats à temps partiel.

Un effort tout particulier a été réalisé en France pour la participation à la qualification de jeunes avec notamment 16 jeunes sous contrats de qualification et d'apprentissage.

L'effectif hors France de 955 personnes, également en progression de 28%, se répartit de la manière suivante 15,4% de contrats à durée indéterminée temps plein, 7,1% de contrats à durée déterminée et 77,5% de contrats à temps partiel.

Personnel externe

Compte tenu de la nature des activités du Groupe et de la saisonnalité, il est fait appel à de la sous-traitance, ainsi qu'à du personnel extérieur.

A titre indicatif l'emploi de personnel en intérim a représenté 265 700 heures soit un équivalent homme de 161.

Une autre réponse à la saisonnalité et au temps partagé a été trouvée pour l'une des sociétés du Groupe, au travers de l'adhésion à un Groupement d'employeur ce qui correspond pour l'exercice à un montant de 6 300 heures soit un équivalent homme de 3,90.

Evolution des rémunérations du Groupe

	30 septembre 2005 en K€	30 septembre 2004 en K€
Masse salariale totale (Salaires, participations et charges)	36 339	32 656
Charges sociales	13 153	12 537
Total	49 492	45 193

Œuvres sociales

Le budget de l'exercice en matière d'œuvres sociales en France s'est élevé à 125 700 €.

Relations professionnelles et accords collectifs

L'ensemble du Groupe France comporte 7 comités d'entreprises.

Au cours de l'exercice écoulé, 94 réunions de comité d'entreprise et de délégués du personnel ont été tenues.

Durant cette même période deux accords d'intéressement, deux accords de participation, trois accords de déblocage anticipé et temporaire de participation, ainsi qu'un accord sur l'aménagement du temps de travail ont été conclus.

Comité d'hygiène et de sécurité

Le Groupe France est doté de 8 CHSCT qui ont tenu 4 réunions durant l'exercice.

Les actions marquantes menées par certaines filiales ont été les suivantes :

- Suivi de l'analyse des risques ;
- Evaluation des risques sur les postes de travail ;
- Mesure et contrôle des normes bruit, pollution et éclairage ;

Travailleurs handicapés

Au cours de l'exercice, alors que le Groupe France avait comme obligation en terme d'emploi de travailleurs handicapés : 69 unités, il a satisfait à cette obligation à hauteur de 51% par l'emploi de salariés handicapés, 12% par le recours à des CAT (Centres d'Aide par le Travail), et le solde par versement à l'AGEFIPH.

Relations avec les établissements d'enseignement

Le Groupe France a versé au cours de l'exercice 132 000 € au titre de la taxe d'apprentissage, au bénéfice de 71 établissements.

Durant la même période le Groupe France a employé 10 jeunes sous contrats d'apprentissage.

Formation

En France, les salariés ont pu bénéficier de 12 000 heures de formation, ce qui ramené à l'effectif représente en moyenne une journée et demi de formation par salarié.

Organisation du temps de travail

La plupart des filiales françaises ont organisé leur temps de travail sur la base d'une annualisation de 1 600 heures, et pour certaines, par la conclusion d'accords de modulation.

H. POLITIQUE EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

Compte tenu de leurs activités spécifiques, la politique en matière environnementale est présente par branche d'activité :

Branche Signalisation

L'exercice 2004/2005 a été jalonné de plusieurs faits marquants :

Concernant l'activité de **fabrication de panneaux** :

- mise à jour du dispositif d'auto-surveillance du traitement des effluents en conformité avec les nouveaux arrêtés préfectoraux ;
- décision du changement complet du process peinture conduisant à un investissement important qui sera opérationnel en fin de premier trimestre 2006. Il en résultera l'élimination totale des COV, pour cette étape de fabrication, un accroissement significatif de capacité et un retour sur investissement rapide ;
- évaluation, avec le CETIM, de toutes les méthodes de substitution envisageables du processus de préparation de surface. Celle-ci devrait conduire, en fin d'exercice, à l'investissement d'une nouvelle station de traitement aussi destinée à éliminer les COV ainsi que les substances pouvant présenter un risque pour la santé.

Concernant l'activité **plastique** :

- la politique de tri sélectif des déchets a été poursuivie tout au long de l'exercice 2005 avec notamment la mise en place du tri des sacs et films PE, qui sont ensuite traités par le même prestataire que les chutes et rebuts de fabrication. Le coût de traitement des DIB doit ainsi diminuer sensiblement ;
- un système de récupération d'air chaud généré par la micronisation est prévu aux investissements 05/06 afin de contribuer au chauffage de l'atelier de finition (économie escomptée de l'ordre de 40 000 KW/an) ;

Concernant l'activité **gestion de trafic** :

Conformément à la directive dite Rohs, certains produits, principalement les cartes électroniques, sont fabriqués sans plomb.

Branche Télégestion

La conception et la commercialisation des produits qui gèrent et automatisent à distance des systèmes de gestion d'eau et d'air pour l'industrie n'est pas concernée par la politique environnementale.

Branche Electronique

La certification ISO 14001 de la branche Electronique a été confirmée en 2005 lors d'un audit de suivi. Cette politique de respect de l'environnement concerne aujourd'hui tous les sites de l'activité Electronique.

Pour l'exercice 2005/2006, le fait majeur est la mise en application de la directive européenne 2002/95/CE (Rohs) qui limitera, à partir du 1er juillet 2006, l'utilisation de certaines substances (dont plomb, chrome hexavalent, cadmium, mercure...) pour les industries électriques et électroniques.

Le passage à la fabrication sans plomb (soudage à la vague et en refusion) a fortement influencé la politique d'investissement et de formation pour réussir l'adaptation de chacun de nos sites à ce virage majeur de l'industrie électronique.

I. AUTORISATION D'INTERVENIR EN BOURSE

Programme de rachat d'actions

Nous vous proposons d'autoriser le directoire à procéder à des rachats des propres titres de la société, représentant jusqu'à 10 % du capital social, par intervention sur le marché, y compris par achat de blocs, ou autrement lors d'applications hors marché ; la part réalisée par achat de blocs de titres ou par application pourrait atteindre l'intégralité du programme.

Nous vous proposons d'autoriser le directoire à utiliser à toutes fins les actions ainsi acquises aux fins de :

- assurer l'animation du titre au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte AFEI reconnue par l'AMF ;
- procéder à l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions ;
- assurer la couverture de plans d'achat d'options à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe ;

Nous vous proposons de fixer à 200 euros le prix unitaire net d'achat maximum auquel la société pourra effectuer ces acquisitions, lesquelles devront respecter les règles prévues par le règlement 98-02 de l'Autorité des Marchés Financiers, modifié par les règlements 2000-06 et 2003-06 en ce qui concerne les conditions et les périodes d'intervention sur le marché.

Le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées est fixé à 104 347. Le prix d'achat maximum par action ne pourra excéder 200 euros (soit un montant global maximal de 20 869 millions d'euros destiné à la réalisation de ce programme).

Les actions seront rachetées par interventions sur le marché ou par voie d'acquisition de blocs de titres dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables. Les acquisitions par blocs de titres pourraient atteindre l'intégralité du programme. Les acquisitions et cessions pourront intervenir en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière.

Le nombre d'actions détenues en exécution de la présente autorisation ne pourra excéder 10% du capital social soit 125 552 actions.

La présente autorisation est donnée pour une durée maximum de 18 mois. Elle annule pour sa partie non utilisée celle précédemment accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 15 mars 2005 sur la régularisation des cours.

Bilan du précédent programme de rachat d'actions

Les achats, effectués dans le cadre du précédent programme de rachat autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 15 mars 2005, ont été pris en compte pour la détermination du nombre d'actions détenues par la société au titre de la limite précitée de 10%.

Le directoire donne chaque année aux actionnaires dans son rapport à l'Assemblée Générale Ordinaire les informations relatives aux achats d'actions et cessions réalisées.

A ce titre, la société LACROIX SA est intervenue au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2005 pour céder 37 titres au prix moyen de 85.70 euros. Aucun achat de titre n'a été réalisé.

Par ailleurs, dans le cadre du contrat de liquidité détenu à 100% par LACROIX SA, 1 858 titres ont été acquis au prix moyen de 66.32 euros et 1 769 titres ont été cédés au prix moyen de 66.64 euros.

A la clôture de l'exercice, les actions acquises dans le cadre du programme de rachat étaient affectées aux objectifs suivants :

- | | |
|--|--------|
| • couverture d'un plan d'options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe LACROIX | 20 147 |
| • animation du cours par un prestataire | 1 167 |
| • couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions | 0 |

Au 30 septembre 2005, la société LACROIX SA détenait :

- 20 147 titres sous la rubrique « VMP : actions propres » soit 1.60 % du capital social ;
- 1 167 titres sous la rubrique « VMP : autres titres » soit 0.09% du capital social ;

J. PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du code de commerce, nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice, soit le 30 septembre 2005.

La proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel selon la définition de l'article L 225-102 du code de commerce s'élevait au 30 septembre 2005 à zéro.

K. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Modifications intervenues au sein des organes de direction

Au cours de l'exercice, le conseil de surveillance a procédé à la nomination de Messieurs Jacques GABOURY et René BENOIT en qualité de membres du directoire et en remplacement, respectivement de Messieurs Jean-Pierre GOMEZ et Michel JOLIVET, membres démissionnaires.

Situations des mandats des membres du directoire, du conseil de surveillance et des commissaires aux comptes

Le directoire a examiné la situation des mandats des membres du directoire, du conseil de surveillance ainsi que des commissaires aux comptes et a constaté qu'aucun des mandats n'est soumis à renouvellement.

Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 du code de commerce, nous vous présentons en annexe la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par chacun des mandataires sociaux.

Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 du code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature reçus, durant l'exercice, par l'ensemble des mandataires sociaux. Cette rémunération s'élève à 939 K€ pour les membres du directoire et 174 K€ pour les membres du conseil de surveillance.

L. JETONS DE PRESENCE

Nous vous proposons de fixer le montant des jetons de présence alloués au conseil de surveillance à la somme de 10 000 euros.

ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION
LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCES PAR LES MANDATAIRES
SOCIAUX

MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE AU 30 SEPTEMBRE 2005

DIRECTOIRE

Yves KROTOFF	PRESIDENT	Administrateur SA VINILA INVESTISSEMENTS Représentant légal de LACROIX SIGNALISATION chez SA SOCIETE DES SIGNALISATIONS Président SAS LACROIX II Directeur Général SAS LACROIX ELECTRONIQUE Président SAS SIF DU COTEAU Gérant SCI LTI SUD EST et SCI LTI CENTRE
René BENOIT	MEMBRE	Administrateur SOCIETE DES SIGNALISATIONS Président SAS LACROIX SIGNALISATION Président SAS LACROIX OCEAN INDIEN Président SAS LACROIX TRAFIC Président SAS SAAM Président SAS SIRA Président SAS SIGNALEST Président SAS KANGOUROU PACA Président SAS KANGOUROU OUEST Président SAS KANGOUROU ATS Administrateur unique NORTE INDUSTRIAL
Jacques GABOURY	MEMBRE	Directeur Général SAS LACROIX SOFREL

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Jean-Paul BEDOUIN	PRESIDENT	Administrateur SA GROUPE TRANSPORT SERVICES Administrateur SA KADRI INGENIERIE Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de SA VINILA INVESTISSEMENTS Président SAS LACROIX ELECTRONIQUE Président SAS LACROIX SOFREL Gérant de la SCI POMO, de la SCI VINILA, de la SCI RENS et de la SCI EMERAUDE DEVELOPPEMENT
Michel COMETS	MEMBRE	Administrateur SA SOCIETE DES SIGNALISATIONS Représentant permanent SA SOCIETE DES SIGNALISATIONS chez SA GERTRUDE Gérant SCI COM
Georges PRADEAUX	MEMBRE	Néant
Vincent BEDOUIN	MEMBRE	Néant
Nicolas BEDOUIN	MEMBRE	Néant
Christian CUNAUD	MEMBRE	Président SAS Baby Gift International System Président SAS FIGSA Président SAS GROUPE SALMON ARC EN CIEL Président SAS ARC EN CIEL PRODUCTIONS Président SAS ARC EN CIEL BOUTIQUE Président SAS ARC EN CIEL MAILLE Gérant SARL ARC EN CIEL DISTRIBUTIONS

Président S.L. GROUPE SALMON ARC EN CIEL ESPANA
Membre du conseil de surveillance de VM MATERIAUX
Administrateur SA NOUVEL OUEST
Membre du directoire SA BNA FINANCES
Co-directeur GSA HK LIMITED (HONG KONG)